\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Secretary Jesus Crispin C. Remulla
Department of Justice
Padre Faura Street

Ermita
Manila 10020
Philippines

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Ministre,

**J’ai appris avec soulagement que la défenseure des droits humains et ancienne sénatrice Leila de Lima avait enfin été libérée, bien que temporairement, avant la fin de l’année 2023, après avoir obtenu sa libération sous caution dans le cadre de la procédure concernant son troisième et dernier chef d’inculpation pour des accusations forgées de toutes pièces**. Mon inquiétude persiste cependant quant à la reprise de cette procédure en mars, car Leila de Lima continue d’encourir le risque d’être renvoyée en prison uniquement pour avoir défendu les droits humains. Je vous écris donc pour appeler vos services à réexaminer le dernier chef d’inculpation retenu contre elle, en vue de l’abandonner, et à mettre un terme à toutes ces années de persécution qu’elle a subies.

Au 31 décembre 2023, au moins 13 personnes étaient revenues sur leur témoignage contre Leila de Lima, et le tribunal a également souligné la faiblesse des accusations portées contre elle lorsqu’il a décidé d’accepter d’examiner sa demande de libération sous caution en novembre. Ces rétractations de témoins et cette décision du tribunal sont une véritable preuve des tentatives concertées pour forger de toutes pièces des accusations contre Leila de Lima et la persécuter, ce qui a entraîné sa détention arbitraire pendant près de sept ans et d’autres violations des droits humains qui lui ont été infligées.

La détention arbitraire de Leila de Lima constituait une violation manifeste de son droit à la présomption d’innocence et aux autres garanties relatives à l’équité des procès. En outre, elle a été la cible d’attaques malveillantes et de persécutions politiques en raison de ses activités de défense des droits humains. Maintenant qu’elle a enfin été libérée, même si cette libération n’est que temporaire, l’abandon de ce dernier chef d’inculpation dénué de fondement est une mesure nécessaire pour remédier à la grave injustice qu’elle a subie. Si le gouvernement de Ferdinand Marcos Jr. souhaite réellement rétablir le respect des droits humains dans le pays, il est temps qu’il mette un terme à la persécution de tous les défenseur·e·s des droits humains, y compris de Leila de Lima.

**J’appelle donc vos services à :**

**- Abandonner le dernier chef d’inculpation retenu contre Leila de Lima et mettre un terme à la persécution qu’elle subit depuis des années;**

**- Mener des enquêtes exhaustives, indépendantes et impartiales sur les responsables présumés de sa détention arbitraire, et veiller à ce qu’ils répondent pleinement des années de violations des droits humains qu’elle a dû endurer;**

**- Œuvrer pour créer un environnement qui permette aux défenseur·e·s des droits humains comme Leila de Lima de mener leur important travail sans crainte de représailles.**

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République des Philippines, Kirchenfeldstrasse 73-75, 3005 Bern

Fax: 031 352 26 02, E-Mail: berne.pe@dfa.gov.ph